

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/11/des-politiques-d-adaptation-a-l-echelon-europeen-sont-necessaires-car-les-catastrophes-et-leur-prevention-sont-transnationales\\_6134342\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/11/des-politiques-d-adaptation-a-l-echelon-europeen-sont-necessaires-car-les-catastrophes-et-leur-prevention-sont-transnationales_6134342_3232.html)

## **« Des politiques d'adaptation à l'échelon européen sont nécessaires, car les catastrophes et leur prévention sont transnationales »**

Klaas Lenaerts

membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles

Simone Tagliapietra

membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles

Guntram B. Wolff

membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles

Les chercheurs Klaas Lenaerts, Simone Tagliapietra, Guntram Wolff plaident, dans une tribune au « Monde », pour la mise en place de mécanismes collectifs européens, car les catastrophes naturelles toucheront inégalement les Etats membres.

Publié le 11 07 2022

L'été, en Europe, vient à peine de commencer, mais une vague chaleur extrême a déjà frappé la France, en juin, plus tôt que jamais depuis le début des relevés officiels. Les incendies de forêt font rage en Espagne, et, au sud de la France, le nord de l'Italie connaît une sécheresse record qui ruine les récoltes. En janvier déjà, plusieurs centrales hydroélectriques avaient dû fermer en raison d'un manque persistant de précipitations au Portugal.

Selon les scientifiques, il ne s'agit là que d'un échantillon de ce qui nous attend pour les prochaines décennies, même dans le scénario optimiste mais de plus en plus improbable selon lequel l'Europe et le reste du monde parviendraient à atteindre la neutralité climatique vers 2050. À mesure que les températures moyennes mondiales continueront à augmenter au-delà des + 1,2 °C actuels par rapport aux moyennes préindustrielles, l'Europe risque de se réchauffer encore plus vite.

Les conséquences seront différentes selon les régions : pour faire simple, les pays du Sud seront plus exposés aux vagues de chaleur dangereuses, aux sécheresses et aux incendies de forêt, tandis que d'autres parties de l'Europe connaîtront davantage de précipitations et d'inondations intérieures. L'élévation du niveau de la mer menacera les zones côtières.

### **L'adaptation des sociétés pour éviter des situations graves**

Les conséquences socioéconomiques du changement climatique, en termes de mortalité, de pertes dans l'agriculture et la production d'électricité, ainsi que de dommages causés par les inondations, devraient être plus sévères autour de la Méditerranée, tandis que les pays scandinaves pourraient en revanche

bénéficier de légers avantages nets en raison de l'augmentation du potentiel d'approvisionnement en électricité et des rendements agricoles.

La hausse des températures pourrait en outre avoir un impact sur la croissance économique à long terme. Ainsi, une nouvelle « division climatique » pourrait renforcer les clivages déjà existants entre les pays européens. L'atténuation du changement climatique est essentielle pour éviter les pires conséquences, mais les sociétés devront également s'adapter à ce qui ne peut plus être évité.

Investir dans l'adaptation est en effet très rentable ([« Adapt now : a global call for leadership on climate resilience »](#), Commission globale pour l'adaptation, septembre 2019 ; [Projection of Economic impacts of climate change in Sectors of the European Union based on bottom-up Analysis \(Peseta\)](#), Commission européenne). Ces investissements comprennent l'augmentation des défenses contre les inondations, la création d'espaces verts rafraîchissants dans les villes, l'adaptation de la gestion forestière et de l'agriculture à des climats plus chauds ainsi que l'aide aux ménages pauvres pour qu'ils investissent dans des systèmes de rafraîchissement.

## **La mise en commun des ressources et des connaissances**

Les besoins annuels en investissements pour l'adaptation représentent entre 0,2 et 3,5 % du PIB de l'Union européenne ([Plan de la BEI pour l'adaptation aux changements climatiques](#), Banque européenne d'investissement, octobre 2021). Jusqu'à présent, les efforts d'adaptation au niveau mondial, y compris en Europe, sont insuffisants. La concurrence entre les priorités en matière de dépenses et les moyens limités expliquent en partie cette situation.

Mais il est tout aussi important de noter que la planification et la réalisation d'une adaptation adéquate nécessitent beaucoup de connaissances et d'expertises, qui ne sont pas universellement répandues. La mise en commun des ressources et des connaissances entre les pays de l'Union européenne (UE) facilite l'adaptation au climat, malgré la nature intrinsèquement locale des actions d'adaptation.

L'UE collecte déjà des données sur les impacts climatiques grâce à son satellite d'observation Copernicus, et son administration développe des outils communs pour faciliter l'élaboration de politiques par des niveaux moins centralisés de gouvernement. La mesure d'adaptation la plus visible de l'UE est peut-être la mise en commun des « capacités de réaction » pour aider les pays en cas d'urgence, comme les pompiers et les avions qui se tiennent prêts, en Grèce, cet été, ou les fonds destinés à la reconstruction après les catastrophes.

## **Les trois orientations essentielles pour l'UE**

Des politiques d'adaptation à l'échelon européen sont aussi nécessaires parce que les catastrophes et leur prévention sont souvent transnationales. Les rivières qui traversent plusieurs pays doivent être gérées conjointement comme en cas de sécheresse ou d'inondation. L'UE a déjà certaines responsabilités dans ces domaines, par exemple dans l'agriculture et le développement rural.

Nous considérons que trois domaines de politiques publiques sont essentiels pour que l'UE puisse mieux s'adapter au changement climatique.

Tout d'abord, l'adaptation doit être prise en compte dans toutes les politiques de l'UE, de la réglementation financière au financement de la recherche. Les événements météorologiques extrêmes

devenant plus fréquents, une préparation adéquate est cruciale, et les réglementations européennes ne peuvent donc pas ignorer leurs effets potentiels.

Ensuite, les fonds européens destinés à la politique agricole commune et aux politiques régionales doivent être réorientés afin de rendre l'Europe plus résistante au stress climatique. Les fonds pour la cohésion régionale pourraient être particulièrement importants pour soutenir les régions les plus touchées.

Enfin, nous proposons un mécanisme d'assurance simple contre les catastrophes majeures induites par le changement climatique. Les contributions à ce fonds d'assurance dépendraient, entre autres facteurs, du respect des engagements nationaux en matière d'adaptation au climat. Un tel mécanisme pourrait faciliter la priorisation des dépenses, alors que les plans d'adaptation nationaux ont tendance à fixer des objectifs faibles et non contraignants.

## **Pour l'amélioration du bien-être des citoyens européens**

Les conséquences du changement climatique et de la faible capacité d'adaptation des pays seront ressenties à l'intérieur de l'Europe et risquent de créer une fracture climatique qui va accroître les tensions politiques. Notre plan en trois étapes permettrait d'atténuer certaines de ces préoccupations et d'améliorer le bien-être des citoyens européens.

Au-delà de nos frontières, l'adaptation au climat devra également être soutenue. L'UE pourrait s'engager à financer l'adaptation dans les pays en développement de son voisinage lors de la COP27 de novembre 2022, en Égypte.

Klaas Lenaerts (membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles), Simone Tagliapietra (membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles) et Guntram B. Wolff (membre de l'Institut Bruegel, centre de réflexion européen basé à Bruxelles)